

Informations préliminaires sur le poste			
Intitulé du poste	COORDINATEUR WASH		
Pays & base d'affectation	Bangui - RCA		
Rattachement hiérarchique	CDM ADJOINTE AUX PROGRAMMES		
Création / Remplacement	Création		
Date de début	Janvier 2020		
Durée de la mission	6 mois		

Informations générales sur la mission

Contexte

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité. L'Association mène environ 200 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 6 millions de personnes dans 22 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

La République Centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Depuis mars 2013 et la prise du pouvoir par l'ex coalition de groupes armés « Séléka », la Centrafrique traverse une crise politico-militaire très importante entrainant conflit armé et exactions intercommunautaires. L'un des principaux problèmes du pays reste la présence très importante de groupes armés contrôlant ou évoluant sur certaines parties du territoire. Malgré la présence de forces internationales (MINSUCA, Sangaris jusqu'à la fin de l'année 2016), la sécurisation effective du territoire est loin d'être une réalité. Les divisions sociétales, la violence des groupes armés toujours persistante, et l'appauvrissement des populations comme causes directes des conflits politiques et militaires font ainsi de la RCA l'un des pays les plus pauvres du monde, figurant à la 188e place du classement basé sur l'Indice de Développement Humain sur 189 pays.

Au plan politique, l'année 2016 a laissé entrevoir une amorce de transition avec l'arrivée au pouvoir d'un président nouvellement élu et la volonté du nouveau gouvernement de mettre fin aux combats et de proposer un plan de DDR de grande envergure. Cet espoir de sortie de crise reste cependant très fragile, au vu des difficultés dans les négociations avec les groupes armés et l'instabilité chronique qui persiste dans de nombreuses zones.

Cette crise politico-sécuritaire a eu des impacts humanitaires et sécuritaires conséquents, entraînant des déplacements massifs de communautés à l'intérieur du pays ainsi que des mouvements de réfugiés dans les pays frontaliers. Selon le plan de réponse humanitaire 2017-2019, la totalité de la population (4,6 millions de personnes, dont 50% sont des enfants) a été victime de l'une des crises, qui se sont succédé ces dernières années. Plus de la moitié de la population (2,4 millions de personnes) a besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Près d'une personne sur deux (48% de la population) se trouve dans une situation d'insécurité alimentaire. En juin 2018, le pays comptait également 557 723 déplacés internes et réfugiés, du fait des conflits armés, des pillages, des violations des droits humains et de la perte de leurs moyens de subsistance. Aujourd'hui, l'Etat centrafricain peine toujours à se relever.

Les services sociaux de base sont dysfonctionnels ou inexistants dans de nombreuses zones. 31% des formations sanitaires ne sont pas fonctionnelles en raison de manque d'équipements, de personnels et de médicaments. Les enfants, notamment dans les zones rurales, ont perdu plus de 2 ans de scolarité.

Les indicateurs de développement sanitaires de la République Centrafricaine sont alarmants, avec notamment un taux de mortalité infanto-juvénile à 129 pour 1000, taux supérieur aux indicateurs de la région Afrique définis par l'OMS (119). Les principales causes de décès chez les enfants de moins de 5 ans sont respectivement le paludisme, les infections respiratoires aigües (IRA) et la diarrhée. Par ailleurs, le système national de santé s'est effondré, en raison des violences généralisées, de la destruction des infrastructures publiques et des pillages. Les organisations humanitaires sur le terrain aident à fournir des services de base, mais la situation générale reste alarmante, moins de la moitié des Centrafricains ayant effectivement accès aux soins de santé. Malgré l'aide, le système de santé reste fragile avec 347 (contre 124 en 2014) des structures de santés partiellement ou totalement détruites sur les 1 008 existantes en République Centrafricaine, soit 34% d'entre elles. En outre, 43% des personnels de santé sont des infirmiers secouristes sans aucune formation appropriée. Les plateaux techniques des Formations sanitaires (FOSA) et des hôpitaux restent insuffisants. Le système de santé est

inexistant dans certaines zones, du fait de la fuite du personnel qualifié pendant la crise (de nombreuses FOSA sont gérées par des secouristes, surtout en zone rurale). La crise a entraîné une rupture d'approvisionnement en médicaments dans certaines zones et la dégradation des infrastructures.

Positionnement / Stratégie de PUI dans le pays

Le nombre de réfugiés et de déplacés internes ne cessent de croitre à mesure que la situation se dégrade. Selon l'UNHCR, en juillet 2018, 608 028 personnes ont fui la République Centrafricaine pour se réfugier dans des pays voisins (contre 464 176 en mars 2017) et le pays compte 688 000 déplacés internes (contre 401 072 en mars 2017). La tendance, notamment au Cameroun où résident 261 254 réfugiés centrafricains (juillet 2018), ne semble pas au retour. En effet, celle-ci semble étroitement liée à la situation sécuritaire et à l'incapacité de l'Etat à mettre en place un réel processus inclusif de DDR afin d'instaurer un climat sécuritaire stable. Face à ce constat, la mission de PUI dans sa stratégie opérationnelle de 2017 est de continuer de répondre aux besoins immédiats de la population en collaborant avec les autorités centrafricaines tout en intégrant une dimension sur la cohésion sociale afin de favoriser le dialogue intercommunautaire. La stratégie vise également à améliorer les conditions de base afin de permettre le retour des populations déplacées dans les régions où cela est possible.

Toutefois, si le retour de personnes déplacées peut être envisagé dans certaines localités du pays et que le contexte politique peut laisser présager une accalmie globale, les tensions dans certaines zones restent vivaces. C'est le cas dans certains quartiers de Bangui, comme le 3ème arrondissement, situation qui ralenti voire stoppe les dynamiques de retour. Il est donc important que PUI en tant qu'acteur d'urgence maintienne une réponse aux besoins humanitaires des communautés déplacées et hôtes impactées par des crises sporadiques et ciblées.

La crise en RCA qui perdure depuis 2013 a mis en exergue de nombreux problèmes structurels qui impactaient le pays depuis plusieurs décennies. Aussi, afin de permettre la résilience des populations, PUI dans sa stratégie opérationnelle de 2017 souhaite s'engager sur différents fronts attenant aux problématiques structurels qui frappent le pays. Un appui au système de santé national est donc apporté de même que le développement de la production agricole mais également des activités en sécurité alimentaire, en nutrition en Wash, en reconstruction d'abris, en nutrition ainsi que le stockage logistique inter-organisations. Ainsi, l'objectif de PUI est d'apporter une réponse qui soit la plus holistique possible et qui corresponde aux besoins humanitaires et à la visée stratégique de l'ONG par son approche intégrée.

Historique de la mission et programmes en cours

Première Urgence Internationale est présente depuis 2007 en RCA. Avant la fusion de 2011, Première Urgence et Aide Médicale Internationale étaient toutes deux présentes dans le pays. Depuis 2011, la mission dispose d'un bureau de coordination en capitale – Bangui – et est intervenue depuis quatre bases : Paoua dans le Nord-ouest, Ndélé dans le Nord-est, Bangassou/Rafaï dans le Sud-est et Berbérati dans le Sud-ouest, en apportant une assistance en distribution de vivres, appui en sécurité alimentaire, et renforcement du système de santé. Au fil des années, les bases de Berbérati et de Paoua ainsi que celles situées dans le Sud-est ont été fermées pour déplacer les activités de l'ONG afin de suivre le déplacement géographique des besoins humanitaires ou pour des raisons, malheureusement, de sécurité des zones d'intervention (Paoua).

L'année 2017 marque pour PUI une année importante dans la préfecture de la Bamingui-Bangoran (Ndele). En effet, après le retrait officiel de MSF-E en février 2017, PUI en étant le seul acteur présent dans le secteur de la santé, a assuré la reprise de l'entiéreté des services de soins de l'hôpital préfectoral à Ndélé, avec le soutien financier de EuropAid (Fonds fiduciaire de l'Union Européenne, Fonds Bêkou). Cette couverture complète des besoins sanitaires dans la Bamingui-Bangoran se complète également avec le soutien des 4 FOSAs qui étaient soutenues par MSF-E, PUI couvrant 21 FOSAs dans la préfecture. Un nouveau projet de relance agropastorale est en cours de développement dans la région et la phase III du projet de santé se poursuit en 2019. En 2018, PUI a clos sa base dans la région de Berbérati, mettant fin à ses activités en sécurité alimentaire et en relance agropastorale dans la préfecture de Mambéré-Kadeï. Enfin, à Bangui PUI mène différentes activités de logistique à destination des ONG internationales afin d'améliorer l'efficacité et la rapidité de la réponse humanitaire, en particulier dans le domaine de la santé.

La République Centrafricaine fait face à une crise politico-militaire depuis 2013 qui a progressivement installé une atmosphère d'instabilité et de violence générale. Le personnel et les biens humanitaires sont souvent la cible d'attaques dans l'ensemble du pays. Ainsi, au cours de l'année 2018, 396 incidents ont été répertoriés affectant directement soit le personnel soit les biens humanitaires, avec donc une hausse de 175.% par rapport à l'année 2017. 17 bases ou entrepôts d'organisations ont été pillés et quelques 30 véhicules d'ONG ont été volés. 7 incidents ont eu lieu dans la région de Ndélé, 30 à Bangui. Cette insécurité a contraint certaines ONG à suspendre leurs activités.

PUI mène aujourd'hui trois projets à Bangui, deux consacrés à la logistique et un projet de santé nutrition.

Ce dernier financé par le Fonds Bêkou est la phase III du projet d'assistance médico-nutritionnelle et de renforcement du système de santé qui se poursuit jusqu'en juin 2020. Le projet a pour objectif de contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité des populations ciblées grâce à la fourniture des services de santé de base à la population qui représente 724 306 personnes, tout en mettant en place un transfert progressif des compétences et des moyens aux structures nationales.

OFDA (Office of U.S. For Foreign Disaster Assistance) finance un projet de soutien logistique par le renforcement des capacités de stockage afin de faciliter et d'améliorer l'efficacité et la rapidité de la réponse humanitaire. Ce projet de gestion d'entrepôt est à destination des organisations humanitaires et vient compléter un recouvrement partiel des coûts de la part des humanitaires.

Le PNUD quant à lui finance un projet d'amélioration de la réponse humanitaire en santé et en nutrition par la création d'une plateforme de stockage dédiée en République Centrafricaine. Le projet est à destination de huit ONG et se poursuit jusqu'en août 2019. A Berberati, et plus particulièrement dans la préfecture de la Mambéré Kadéi, PUI mène des activités des activités de relance agricole (maraîchères, vivrières et d'élevage) et de relance économique (Cash For Work, Activités Génératrices de Revenus).

Aujourd'hui, et avec le retrait de MSF-E de la préfecture, PUI devient l'unique acteur humanitaire en santé dans la Bamingui-Bangoran. PUI assure la reprise de l'hôpital préfectoral à Ndélé (qui était géré à 90% par MSF-E) et donc de tous les services de soins de l'hôpital. Le projet de poursuite des activités des MSF-E, soutenu par le Fonds Bêkou, continue en 2019 et ce jusqu'en 2020, ce qui correspond à la phase 3 du projet. PUI est désormais en charge de 21 FOSAs dans la Bamingui-Bangoran, ainsi que de l'hôpital de Ndélé, soit la globalité des structures de santé de la préfecture.

Un projet de relance agropastorale est également en cours depuis 2019, financé par le Fonds Bêkou également. Ce projet, en consortium avec DRC (lead), Triangle, et ACF pour une durée de 24 mois devrait couvrir l'ensemble des prefectures du Nord de la RCA (Préfectures de l'Ouham, l'Ouham Pendé, la Bamingui Bangoran et la Vagaka). Le projet a pour but de renforcer la résilience rurale et appuyer le relèvement des producteurs et des filières agropastorales porteuses par le renforcement des capacités locales et la création d'emplois. Ce projet comprend comprend aussi une mitigation des tensions et de l'insécurité liées aux transhumances grâce à une sensibilisation et un meilleur accès à des mécanismes locaux de résolution pacifique des conflits.

Enfin deux autre projet sont en cours d'implémentation à Ndélé, avec le bailleur de fonds UNICEF, qui finance un projet ayant pour but de réduire le taux de la morbidité et de la mortalité due à la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5ans dans la région et un 2ème avec le CIAA sur un projet de relance agricole complémentaire au projet actuellement en cours avec DRC

Configuration de la mission	
BUDGET PREVISIONNEL 2020	8,000,000 euros
Bases	3 (Base opérationnelle Bangui + Coordination, Ndélé)
Nombre d'expatries	25
NOMBRE D'EMPLOYES NATIONAUX	200
Nombre de projets en cours	9 projets
PRINCIPAUX PARTENAIRES	Fonds Bekou, OFDA, CHF, CIAA, UNICEF
SECTEURS D'ACTIVITES	Moyen d'existence, Sécurité Alimentaire, Santé/nutrition, Logistique, WASH
EQUIPE EXPATRIEE EN PLACE	Coordination: 1 Chef de Mission, 1 CDM Adjoint/e aux programmes, 1 coordinateur log, 1 coordinateur financier, 1 coordinateur RH, 1 coordinateur médical, 1 chargé/e de consortium santé, 1 Resp. Psychosocial, 1 Pharmacien, 1 Grants Officer, 1 M&E Manager, 1 Log capitale, 1 Coordo SANME, 1 Coordo WASH (en recrutement), 1 Coordinateur Plate-forme et Déploiement
	Bangui : 1 Coordinateur terrain, 1 Log Base, 1 Admin Base, 1 RP santé, 1 RP plateforme logistique, RP construction ; 1 RP Moyen d'existence
	Ndélé : 1 Coordinateur terrain, 1 Log Base, 1 Admin Base, 1 RP santé, 1 RP Agro

Description du poste

Objectif global

Sous la responsabilité directe de l'Adjoint(e) Chef de Mission aux Programmes, le/la Coordinateur/rice WASH est en charge de la coordination, du suivi et de la capitalisation des programmes Eau, hygiène et assainissement de la mission Centrafrique. Il/Elle apporte un appui technique aux responsables de programme gérant des projets ayant une composante WaSH dans une relation fonctionnelle. L'appui s'adaptera en fonction du profil des RPs. Le/la Coordinateur/rice WaSH supervise les évaluations dans le domaine de l'EHA en Centrafrique, participe à l'élaboration de la stratégie de la mission ainsi qu'au développement de projets en fonction des besoins identifiés.

Responsabilités et champs d'actions

- ▶ **Programmes** : II/Elle fournit un appui fonctionnel aux responsables de programme dans la mise en œuvre des programmes WASH en ce qui concerne les aspects techniques.
- ▶ Evaluation / Stratégie : II/Elle participe à l'élaboration de la stratégie opérationelle et propose de nouvelles interventions en fonction des besoins identifiés dans le pays d'intervention en lien avec le/la CDM et l'adjoint(e) CDM aux programmes.
- Ressources Humaines / Formation: II/Elle apporte son soutien aux responsables de programmes dans le recrutement de profils techniques et supervise les actions de formations techniques à partir des besoins identifiés.
- Sécurité : Il/Elle contribue au respect des règles de sécurité sur la mission et transmet toutes informations d'ordre sécuritaire à ses responsables hiérarchiques.
- Représentation / Coordination : II/Elle assure et coordonne, en lien avec l'adjoint(e) CDM aux programmes, la représentation sectorielle de PUI pour les domaines liés à la WASH auprès des partenaires, bailleurs et des différentes autorités, et contribue à la bonne circulation des informations sur la mission.

Objectifs spécifiques et activités associées

PARTICIPER A LA DÉFINITION ET À LA MISE EN ŒUVRE TECHNIQUE DES PROGRAMMES

- ▶ II/Elle fournit un appui technique permanent aux responsables de programmes dans le domaine de la WaSH (définition des activités, choix techniques, calendrier de mise en œuvre, contrôle de la gualité...) pour les programmes en cours.
- II/Elle s'assure que le suivi/évaluation des programmes comportant un volet WaSH est réalisé et valide les PMT mensuellement
- ▶ Il/Elle alerte son/sa supérieur/e hiérarchique dans le cas où des décalages de réalisation des programmes seraient identifiés et propose des ajustements (au niveau des activités, zone d'intervention, budget, calendrier de mise en œuvre...).
- ▶ II/Elle travaille, en relation avec le département MEAL, à la création des outils de suivi / évaluation, ainsi qu'un planning pour chacun des projets afin de répondre aux exigences bailleurs, et de mesurer le taux de réalisation (quantitatif et qualitatif) des activités.
- II/Elle valide les parties techniques WaSH des rapports d'activités externes pour les bailleurs et tout autre partenaire.
- ▶ II/Elle s'assure de prendre en compte l'activité et les stratégies de mise en œuvre des autres départements techniques sur la mission et contribue à l'opérationalisation de l'approche intétégrée de programmation

2. CONTRIBUER A L'ELABORATION DE NOUVELLES PROPOSITIONS

- II/Elle participe à et/ou supervise des missions exploratoires, en collaboration avec l'adjoint(e) Chef de Mission aux Programmes et le/la CDM.
- II/Elle participe à l'identification de besoins en WaSH en coordination avec les équipes des projets.
- ▶ Lors de la définition de nouvelles opérations, il/elle contribue avec les équipes des projets à la préparation et l'écriture de propositions de projets pour le volet WaSH
- ▶ II/Elle participe activement à la définition technique des activités à mettre en œuvre dans le cadre de nouveaux projets, émet des recommandations sur les moyens nécessaires et les chronogrammes de mise en oeuvre, et définit les indicateurs de suivi.
- II/Elle participe à la rédaction des propositions de projets.
- ▶ Il/Elle propose de mener des évaluations de besoins à son/sa supérieur/e hiérarchique, participe à la définition des termes de référence et participe au besoin aux évaluations dont il/elle analyse les résultats pour alimenter la stratégie d'intervention.
- Participe à la rédaction du plan d'action annuel de la mission

3. PARTICIPER À LA DEFINITION ET À LA REVISION DE LA STRATEGIE OPERATIONELLE

- ▶ Il/Elle suit l'évolution des besoins humanitaires sur le pays d'intervention et propose de nouvelles interventions à son/sa supérieur/e hiérarchique en s'assurant que celles-ci s'inscrivent bien dans le mandat de PUI et dans la stratégie pays de la mission.
- ▶ II/Elle participe à la préparation de la Stratégie de la mission. Pour cela, il/elle met son expertise à disposition des Responsables de base et du reste de l'équipe de Coordination qui mobilisent en amont les équipes nationales et internationales sous leur supervision. II/Elle participe à l'animation d'ateliers de réflexion, à partir desquels il/elle formulera des recommandations / propositions à l'équipe de coordination.
- ▶ II/Elle s'assure qu'un mécanisme de capitalisation efficace et pertinent est en place sur la mission et mène les exercices de capitalisation à la fin de chaque projet et/ou activité n'ayant pas fait l'objet de capitalisation.

4. PARTICIPER À LA CIRCULATION DE L'INFORMATION ET LA REPRESENTATION DE PUI

- ▶ II/Elle alimente les flux d'informations en place entre le terrain et la capitale, et au sein de l'équipe de coordination. Il s'attache tout particulièrement à l'animation de la coordination technique pour l'ensemble des personnels intervenant dans le même domaine d'activités mais sur des zones d'intervention différentes. Ils favorisent les échanges d'expériences et le transfert de compétences au sein de l'équipe.
- II/Elle participe aux réunions de coordination et en est un membre actif.
- Il/Elle assure et coordonne avec ses équipes la représentation sectorielle de PUI pour le domaine de la WaSH auprès des partenaires, bailleurs et des différentes autorités.
- II/Elle propose un système de gestion de l'information en collaboration avec le travail de capitalisation siège.

5. SUPERVISER L'EQUIPE DE COORDINATION TECHNIQUE

- ▶ II/Elle fournit un support technique aux Responsables de programmes pour le recrutement de profils techniques nationaux séniors (définition des PP, des tests, entretiens de recrutement). II/Elle participe également à la définition des profils de poste des Responsables Programmes WASH expatriés.
- ▶ II/Elle contribue à l'évaluation des performances des Responsables de Programme WASH en coordination avec les Coordinateurs Terrains
- ▶ II/Elle identifie et/ou collecte auprès des responsables de programmes les besoins en formation de l'ensemble du personnel de

- la mission pour le domaine technique dont il/elle a la maîtrise. Il/Elle supervise l'organisation d'actions de formations externes et, pilote et anime les modules de formation en interne.
- Au sein de son équipe, il/elle s'assure que chaque personne est évaluée par écrit au moins une fois par contrat et par an, et au minimum avant qu'il/elle ne quitte ses fonctions. Il/Elle met en place les mécanismes de coordination et organise sa supervision. Il/Elle prend connaissance du Règlement Intérieur de PUI sur la mission et s'assure qu'il est connu et respecté au sein de son équipe.
- ▶ Il/Elle définit les profils de poste des membres de son équipe, les fait valider par son/sa supérieur/e hiérarchique et participe activement au recrutement (entretien, test, etc). Il/Elle participe à la décision de mettre fin à un contrat de travail d'une personne de son équipe.

6. ASSURER LA SECURITE DES BIENS ET DES PERSONNES

- ▶ II/Elle s'assure que le plan de sécurité est connu de l'équipe sous sa responsabilité et que les règles sécurité sont respectées.
- ▶ Il/Elle contribue à la collecte des informations relatives à la sécurité et les diffuse à son/sa supérieur/e hiérarchique de manière régulière ou ad-hoc en cas d'urgence.
- ▶ Il/Elle s'assure que le/s projet/s, la méthodologie, les critères de sélection ne mettent pas en danger les bénéficiaires, les membres de PUI ou toute autre personne.

Zoom sur 3 activités prioritaires relatives au contexte de la mission

- ▶ Finalisation et implémentation de la stratégie, réalisation d'évaluation en profondeur des besoins en WaSH en contexte urbain et rural et développement de projets urgence et développement, recherche de financement, structuration et développement du département WaSH de la mission.
- Appui au lancement/implémentation des premières activités du projet financé par l'AFD dans la zone de Ndélé (attente de financement) avec une attention particulière au suivi de la construction des forages et à la construction d'incinérateurs de déchets biomédicaux
- ▶ Redémarrage d'une dynamique de coordination externe avec l'ensemble des acteurs du secteur au niveau de Bangui et mapping des potentiels bailleurs intéressés par les interventions WASH

Encadrement d'équipe

Nombre de personnes à encadrer, fonctions et statut (personnel expatrié / national)

► Encadrement indirect (fonctionnel) :: 1 ou 2 PM Wash (expatriés en recrutement)

Profil recherché Savoirs et Savoir Faire recherchés			
FORMATION	 Ingénieur en eau, Hygiène et assainissement ou équivalent Gestion de projet Bonne connaissance des forages 		
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE	 Min. 2 ans en tant que responsable technique de projets WASH en humanitaire Expérience réussie de gestion d'équipe expatriée et de programmes Wash * Expérience en WaSH urbaine 	 Expérience d'évaluation de besoins Expérience avec PUI Expérience en gestion de la sécurité Expérience en gestion des déchets biomédicaux 	
CONNAISSANCES & APTITUDES	 Excellente qualité rédactionnelle Connaisances en gestion de projets Gestion d'équipe 	 Capacité de travail en situation d'insécurité Connaissances approfondies des bailleurs (agences UN, ECHO, EuropeAid,) 	
Langues	X	X	
INFORMATIQUE ► Pack Office ► Autre (préciser)	X	Statistique, SIG (Map Info, Arc View, etc) Base de données (Access ou autre)	

Caractéristiques personnelles attendues (intégration à l'équipe, adéquation au poste et à la mission)

- Capacités d'analyse (discernnement, pragmatisme) et de synthèse
- Très bon redactionnel
- Capacité d'adaptation
- ▶ Organisation, rigueur et respect des échéances
- ► Grande capacité d'écoute et de négociation

- ▶ Bon relationnel et bonne communication
- Calme et sang froid
- Résistance au stress en général et en situation d'insécurité en particulier

Autres

Mobilité : nombreux déplacements à prévoir

Conditions proposées

Statut

▶ SALARIE en Contrat à Durée Déterminée

Éléments de rémunération

SALAIRE BRUT MENSUEL : De 2200 à 2530 Euros par mois selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge

- ▶ FRAIS PRIS EN CHARGE notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...
- ▶ Assurance comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance
- ▶ HEBERGEMENT en maison collective
- ▶ FRAIS DE VIE (« Per diem »)
- ▶ REGIME DE BREAK : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break
- ▶ REGIME DE CONGES PAYES : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois